



**LE RÔLE DES RÉGIONS DANS LES PROCESSUS DE
DÉVELOPPEMENT ET
LEURS RELATIONS AVEC L'ÉTAT**

*Corporation Institut de la Ville, Quito
Fondation Citoyens sans Indifférence, Bogota*

Septembre 2008

LE RÔLE DES RÉGIONS DANS LES PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT ET LEURS RELATIONS AVEC L'ÉTAT¹

*Corporation Institut de la Ville²
Fondation Citoyens sans Indifférence³*

INTRODUCTION

Ce document propose une approche sur des questions essentielles dans les processus de développement d'un monde globalisé, dans lequel les zones métropolitaines, les villes et les régions ont un rôle immense. La réflexion est centrée sur les implications de ce double phénomène par rapport aux fonctions et aux compétences des États nationaux face à celles des organismes locaux ou régionaux. Au-delà de la décentralisation, ces territoires sous-nationaux se situent dans une recherche diverse et permanente d'autonomie, afin de diriger et de gérer les nouvelles demandes de leur population, et d'obtenir la possibilité de gouverner leurs territoires. Pour cela, ils doivent développer les capacités nécessaires leur permettant d'exercer un double rôle : d'une part faire face aux défis internes sur la possibilité de gouvernement et de développement et, d'autre part, faire face à un scénario global dans lequel ils doivent s'insérer de façon concurrentielle.

Face à ces défis internes et externes, les nouveaux territoires locaux, plus que de présenter une subordination à l'État national, essaient de créer et de renforcer des relations de coordination, raison pour laquelle ils fondent leur gestion sur la recherche d'un but collectif à partir d'une concertation et d'une coopération entre les instances territoriales, le secteur privé, les organisations de la société civile, le secteur académique, et les instances internationales.

¹ Document de travail élaboré pour le PANNEAU : "LE RÔLE DES RÉGIONS DANS LES PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT ET LEURS RELATIONS AVEC L'ÉTAT", du 9^o Foro de Biarritz. Biarritz, France, 3 et 4 Novembre 2008.

² La Corporation Municipale Institut de la Ville est orientée vers l'analyse scientifique, conceptuelle et appliquée, du développement de Quito. Ses domaines de travail sont la recherche, l'Information, la coordination et la diffusion de son analyse. Son siège se trouve à Quito, Équateur.

³ La Fondation Citoyens sans Indifférence est une organisation engagée pour le développement social et la démocratie locale, dont le siège se trouve à Bogota, en Colombie. Elle travaille à l'élaboration d'agendas publics orientés vers le développement des habitants et de leurs territoires.

Le présent document a été structuré en six sections. Dans la première, nous abordons l'influence de la globalisation sur la structuration du local et du global. La deuxième partie traite le rôle de l'État et des gouvernements sous-nationaux, et inclut une analyse des processus de décentralisation et de restructuration des régions. La troisième section est un examen du nouveau rôle du local et du régional dans les relations transnationales, comme produit des processus de globalisation et de décentralisation. Dans la section quatre, le rôle des gouvernements locaux sur la planification pour le développement économique et la compétitivité sera abordé. La cinquième section analyse le cas spécifique des zones métropolitaines face aux processus de décentralisation. Une sixième section réfléchit sur la possibilité de gouvernement et sur le bon gouvernement face aux processus décrits dans les sections précédentes pour finalement présenter des conclusions générales.

1. GLOBALISATION ET GOUVERNEMENT LOCAL

Alors que le monde entier est déjà entré depuis plusieurs décennies dans le processus de globalisation qui suggère un monde sans distances, les multiples demandes pour la durabilité des territoires, la recherche et le maintien du bien-être de la population, sont encore la tâche sur laquelle sont concentrées les villes et les régions.

“Les processus profonds de changement sur le plan technologique, économique, culturel et politique à l'échelle mondiale, ont inévitablement un impact sur les territoires sous-nationaux et les deux tendances — globalisation et localisation— deviennent deux faces d'une même monnaie”. (Moncayo, 2002 : 9)

Ces deux phénomènes apparaissent sur des territoires réorganisés comme les régions, ou renforcés comme les villes. Pour s'insérer dans les dynamiques économiques globalisantes, de nouveaux modèles de localisation des activités s'établissent et des réseaux de production se forment, stimulant l'organisation de *clusters* pour la diffusion de la connaissance, l'innovation, et la réduction des coûts de transaction. Les acteurs économiques négocient et échangent donc entre eux, au-delà des relations internationales des pays.

Face à cette transformation du rôle des États-nations dans la régulation de leurs relations commerciales, l'on peut constater que soit les États ont perdu leur souveraineté, soit, au contraire, ils peuvent assumer de nouveaux rôles sur la scène globale. “La nouvelle géographie de la centralité a dû être reproduite en termes de pratiques des acteurs corporatifs, et en travail de l'État dans la production de nouveaux régimes légaux” (Sassen, 1998 : 25).

D'après Sassen, la globalisation économique étend l'économie au-delà des frontières de l'État-nation. Le nouveau régime légal qu'impose l'État est négocié entre la souveraineté nationale et les pratiques transnationales des acteurs économiques corporatifs. L'État a la fonction de veiller sur les droits du capital, domestiques et globaux. "L'État continue à jouer un rôle crucial dans la production de la légalité autour des nouvelles formes d'activité économique" (Sassen 1998 : 224).

En même temps, l'État ne se concentre pas seulement sur les règles d'un nouveau régime économique, mais il gère les problèmes qui ont aussi un cadre mondial : le réchauffement global ou les migrations, par exemple.

Globalisation et Gouvernement Local

- Face à la globalisation, les territoires se sont réorganisés, en établissant de nouveaux modèles de localisation d'activités et de réseaux de production, de commercialisation et de diffusion de biens, de services et de connaissances.
- Par le biais de ces réseaux, les acteurs économiques négocient et échangent entre eux, au-delà des relations internationales.

La localisation, comme autre face de la monnaie, développe cependant une relation étroite avec la décentralisation, dans le sens où l'État trouve que le fait de céder des compétences et des fonctions aux territoires, est une façon de transférer la responsabilité de satisfaire des situations concrètes et spécifiques.⁴

La dialectique entre le local et le global est celle qui produit en même temps le processus de centralisation et de décentralisation (Beck, 2007). Centralisation, dans le sens où elle veille au suivi des normes du nouvel ordre mondial face aux intérêts nationaux depuis le niveau central. La décentralisation se génère comme le transfert de fonctions et de compétences à la sphère locale et régionale pour gérer les demandes comme la prestation de services publics et sociaux. La décentralisation est également marquée par des discussions autour du développement économique, de l'efficacité fiscale et de la construction de la démocratie.

⁴ "Les États nationaux sont entrés dans un processus de reconfiguration et bien qu'ils continuent à avoir un rôle important dans la création de conditions politiques et macroéconomiques... ils réduisent leur pouvoir face aux blocs multinationaux et le cèdent face à leurs propres régions. Et il en est ainsi parce qu'ils sont trop grands pour répondre aux demandes des citoyens et aux processus de restructuration des demandes de production locale". (Pineda, 2002)

Dans ce sens, les territoires urbains et régionaux contemporains ont de grands défis à relever face à leur développement économique et social. La sécurité des habitants, les niveaux de pauvreté et d'exclusion, le chômage, la qualité environnementale et la mobilité sont des questions centrales de l'agenda public, en termes de gestion et d'intérêt du citoyen.

Même la globalisation a apporté de nouvelles problématiques. Une nouvelle marginalité périphérique est apparue autour des villes et des districts industriels de haute technologie. "Dans les villes globales, nous voyons une nouvelle géographie de la centralité et de la marginalité... alors que les centres des villes globales reçoivent des ressources, les zones avec de faibles revenus en sont avides, et cette inégalité se résout non pas avec les normes globales, mais avec l'assignation de ressources et de programmes du gouvernement local ou régional". (Sassen, 2002 : 24).

Nous devons alors nous demander si ces territoires sous-nationaux ont, dans le cadre de la décentralisation, les compétences et les ressources suffisantes pour résoudre les demandes croissantes de la population, ou si, au contraire, il s'agit seulement d'une manière de faire face à la crise de l'État central, qui permet de légitimer dans la périphérie les politiques du centre. "Cette décentralisation se manifeste dans la concession aux entités territoriales d'une compétence uniquement administrative" (Rivera, 1998 : 88).

Globalisation et Gouvernement Local

- La localisation garde une relation étroite avec la décentralisation, une forme par laquelle l'État transmet aux territoires des compétences et des fonctions.
 - Pour cette raison, les territoires urbains et régionaux ont assumé des défis face à leur développement économique et social.
-
- Cependant, les gouvernements sous-nationaux possèdent-ils les compétences
 - et les ressources suffisantes pour résoudre ces demandes de la population?

2. LE RÔLE DE L'ÉTAT ET DES GOUVERNEMENTS SOUS-NATIONAUX

2. 1. Processus de décentralisation

En Amérique Latine et en Europe, les colonies urbaines s'ajustent aux nouveaux systèmes de gouvernement étant donné la complexité des réseaux et des relations qui se développent sur leurs territoires. L'on vit une modification de paradigmes de développement sur les rôles de l'État, de la société et du marché. Ces changements génèrent de nouveaux modèles de gouvernement national décentralisé et déconcentré pour, entre autres, faciliter la gestion des services et des compétences des gouvernements sous-nationaux, ainsi que pour créer de nouvelles synergies entre les acteurs régionaux qui génèrent des propositions de développement. Enfin, ces processus de décentralisation se concentrent sur le renforcement des autonomies des gouvernements sous-nationaux pour assumer les relations globales directes dans la recherche d'opportunités et de spécialités de production.

En faisant un bilan des processus de décentralisation en Amérique Latine, différentes approximations et points de vue apparaissent, car il existe la décentralisation politique, opérationnelle et économique. La décentralisation politique traite les questions de transfert de compétences quant aux pouvoirs de décision au niveau du gouvernement ou des organisations sociales. La décentralisation opérationnelle assume le transfert de compétences au niveau administratif, fonctionnel et territorial, comme les délégations ou les administrations locales d'un district métropolitain et la décentralisation économique se rapporte au transfert de processus de production en rapport avec la fourniture de services publics. (Finot, 2001).

Les processus de décentralisation s'orientent vers le développement des capacités institutionnelles pour augmenter la compétitivité territoriale, par le biais de facteurs de base comme les infrastructures, l'innovation technologique, le développement du capital humain, la qualité de l'environnement économique et naturel, tout cela afin de garantir le développement durable des activités de production (Rausch, 2007 : ix). Ces activités deviennent complexes quand les gouvernements recouvrent une grande variété d'entités dotées d'une capacité sur le territoire d'une nation, et quand ils incluent des territoires et des gouvernements sous-nationaux.

Décentraliser a aussi pour objectif la promotion de l'efficacité fonctionnelle des gouvernements en États fédéraux ou unitaires, et peut améliorer "la gestion des services publics et des ressources fiscales, la participation sociale, la transparence et la responsabilité dans la gestion publique, l'équité dans l'assignation de la dépense sociale, la démocratisation et l'équilibre et l'intégration territoriale" (Rausch, 2007 : vi).

L'efficacité fonctionnelle dépend de la capacité institutionnelle des communes et des gouvernements sous-nationaux à pouvoir assumer les responsabilités. Dans ce cas, le panorama en Amérique Latine est très varié car il existe des communes avec des populations beaucoup plus élevées que la population entière d'autres pays latino-américains, comme par exemple la ville de Mexico ou de Buenos Aires. Les processus de décentralisation doivent encore obtenir une meilleure distribution de la gestion des ressources en Amérique Latine dans la mesure où actuellement, seulement 15% des dépenses des gouvernements se trouvent entre les mains des autorités locales, alors que dans les pays plus industrialisés, ce pourcentage s'élève à 35% (Rojas, 2006).

En ce qui concerne la démocratie et la participation, les territoires sous-nationaux ont également progressé. Une étude de la Banque Mondiale indique que "...près de 95% des démocraties [d'Amérique Latine] ont actuellement des autorités sous-nationales élues démocratiquement, et les pays de toutes sortes, qu'ils soient grands, petits, riches ou pauvres, ont des pouvoirs fiscaux, politiques et administratifs aux niveaux sous-nationaux de gouvernement" (Groupe Biarritz, 2005 : 154).

Il est encourageant de savoir que les processus de décentralisation représentent des degrés d'autonomie pour les niveaux sous-nationaux, des principes de subsidiarité, des mécanismes concrets de solidarité, et une équité territoriale, une flexibilité dans la structure des niveaux sous-nationaux et des systèmes démocratiques. Il est nécessaire de tenir compte du fait que, au niveau hiérarchique, la nation sera toujours en première position, et que les niveaux de gouvernement sont définis par une spécialité dans leurs objectifs et leurs fonctions.

Cela configure un territoire, consolidé par des processus autonomiques, qui n'efface pas les différences de fonctions, et ne permet pas non plus l'adoption arbitraire de compétences. De manière générale, les sous-niveaux de gouvernement s'établissent démocratiquement, et acquièrent une capacité législative dans le cadre d'une constitution de l'État national avec les bases fiscales et la structure administrative correspondantes.

Décentralisation

- Les processus de décentralisation s'orientent vers le développement des capacités pour augmenter la compétitivité territoriale, avec des facteurs de base comme les infrastructures, l'innovation technologique, le développement du capital humain, et la qualité de l'environnement économique et naturel pour le développement durable des activités de production.
- La décentralisation représente des degrés d'autonomie pour les niveaux sous-nationaux, les principes de subsidiarité, et les mécanismes concrets de solidarité et d'équité territoriale.

La recherche d'autonomie est devenue l'élément clef pour exercer le gouvernement, la planification et la gestion des gouvernements sous-nationaux. Ces gouvernements correspondent à différentes échelles territoriales. En Amérique Latine, il y a des villes qui recouvrent des territoires urbains avec différents centres, formant des zones métropolitaines avec des gouvernements qui recouvrent des compétences sur la totalité de leur territoire. D'autre part, les régions sont un ensemble de villes, de zones agricoles et naturelles, qui ont une relation économique, sociale, urbaine et environnementale. Ces éléments en relation avec leurs propres gouvernements se transforment ou sont reconnus comme un territoire régional qui cherche un type d'organisation politique s'ajustant aux questions et aux cultures du territoire.

L'un des principaux obstacles pour le bon gouvernement de territoires métropolitains et les régions, est le cadre légal et la difficulté de coordination entre les différentes instances gouvernementales. Les pays d'Amérique Latine se trouvent dans cette recherche de formes de transfert de fonctions avec l'assignation adéquate de ressources sans renforcer la dépendance au gouvernement central. Cependant, ils ne trouvent pas encore de formules pleinement convenables pour stimuler l'autogestion des niveaux sous-nationaux de gouvernement en coordination avec le gouvernement national.

En particulier, les relations intergouvernementales doivent être conçues comme un système répondant aux ressources et aux multiples demandes concurrentielles pour que les gouvernements locaux, régionaux et nationaux se développent ensemble. Rojas propose que cette définition réponde à des questions comme :

- a) Qui fait quoi? Cela correspond à la "clarté quant à l'assignation de responsabilités entre niveaux de gouvernement" (Rojas, 2005 : 49).
- b) Qui encaisse quels impôts et quelles taxes? Cela détermine l'assignation et la co-responsabilité de générer des ressources pour assumer des responsabilités.
- c) Comment résoudre l'inévitable manque d'équilibre entre revenus et dépenses dans les gouvernements locaux? Cette question aborde les systèmes de transferts et les principes de subsidiarité.
- d) Comment égaliser les niveaux de service entre juridictions territoriales? Cela pose la question des déséquilibres horizontaux.

- e) Les gouvernements locaux doivent-ils s'endetter? Cette question traite de la discipline de crédit et du non sauvetage des gouvernements locaux insolubles.

2. 2. Régions

La région comme espace physique, politique, économique, environnemental et culturel se présente face à l'État-nation plus comme un sujet autonome que comme une instance à laquelle sont déléguées les compétences via décentralisation.

La région est reconnue en tant que réalité politique dans les pays d'Europe, mais pas dans la majeure partie de l'Amérique Latine, où les régions se sont configurées et développées avant l'État-nation. Par la suite, avec la construction de l'État-nation, les régions ont été intégrées juridiquement, créant des figures comme les communes, les districts ou les départements. Nous prenons le concept de région dans le contexte de la globalisation, comme un réseau de villes et de villages qui structurent un territoire où vivent des citoyens avec une identité culturelle propre, une économie développée, une société civile organisée, et une institutionnalisation qui reconnaît de nouvelles formes d'expression politiques et juridiques.⁵

Cette région, ainsi décrite par le discours contemporain, est capable d'assumer sa propre gestion. Son renforcement est fondé sur la création de multiples relations entre entités territoriales contiguës et le développement de la concertation public-privé avec la société civile. Les relations traditionnelles entre le gouvernement central et la région passent donc de subordination à coordination.

En d'autres termes, ce que l'on cherche avec la construction sociopolitique de la région dans tout pays du monde, c'est :

1) Que la région acquière le statut autonome en comptant sur sa capacité d'autogestion. Le gouvernement central et la région ont besoin l'un de l'autre et exigent donc des stratégies de coordination.

2) Que la région garantisse la possibilité de gouvernement, parce que c'est là que se construisent la concertation et la coopération entre les gouvernements, qu'ils soient nationaux ou territoriaux, le secteur privé et les organisations de la société civile. La différenciation des rôles des différents niveaux de gouvernement n'est pas fondée sur une distribution légale des compétences.

⁵ La Bureau de Planification Régionale de Bogota et de Cundinamarca a défini la région comme "une fraction de la réalité territoriale du pays partagée entre différentes entités territoriales, dont la configuration et la physionomie particulières sont déterminées par la densité des relations qui viennent de l'Interaction de facteurs environnementaux, économiques sociaux et culturels communs" (Des villes aux régions : 290).

Régions

- La région se présente face à l'État-nation plus comme un sujet autonome que comme une instance à laquelle sont déléguées les compétences via décentralisation.
- Son renforcement se fonde sur l'alliance de multiples relations entre entités territoriales contiguës et le développement de la concertation public-privé avec la société civile.

Romano Prodi, en présentant le Livre Blanc au Parlement Européen, argumentait que *“nous devons cesser de penser en termes hiérarchiques de compétences séparées par le principe de subsidiarité, et commencer à penser à des arrangements en réseau entre tous les niveaux de gouvernement qui, conjointement, encadrent, proposent, mettent en place et supervisent les politiques”* ; pour sa part, EUROCITIES mentionnait, dans sa contribution au Livre Blanc, le fait que *“nos villes développent des associations entre le secteur public, volontaire et privé, sur des bases de plus en plus systématiques. Nous sommes en train d'abandonner un gouvernement de haut en bas.”* (Escribano. 2004 : 47)⁶

Ce point de vue politique pour les pays d'Amérique Latine signifie une reconnaissance de la région en tant que réalité politique et socioéconomique, parce que le développement des villes (urbanisation) et le besoin de leur intégration au cœur de leur environnement, est un phénomène et une tendance incontournable ; un modèle de gestion concertée (public-privé-société civile) et des formes innovantes de rapports avec le gouvernement central par le biais d'accords.

Face à ce scénario, *“sur le plan régional et local, le gouvernement tend même à se transformer en partenaire, facilitateur et arbitre de consortiums publics–privés, d'alliances pour le développement et de multiples agences avec des buts spécifiques”*. (Moncayo : 2002) ou, comme l'indique Ulrich Beck, *“il doit y avoir un espace pour une nouvelle politique transnationale, en inventant de nouvelles formes de coopération entre les États, dans la société civile, des acteurs qui incluent des contextes nationaux différents, pour avoir une vision du monde globalisée et localisée en même temps”* (Beck, 2007).

⁶ Dans le livre Stratégie régionale et gouvernance territoriale : La gestion des réseaux de villes. Dans l'article de Joan Prats Catala. Globalisation, Démocratie et Développement : La revalorisation du local.

3. RELATIONS TRANSNATIONALES

Pour les États nationaux, la globalisation a signifié, entre autres choses, une re-définition de la conception et du maniement des frontières, où les zones métropolitaines apparaissent comme des acteurs principaux de la concurrence sur les marchés internationaux. Pour ces raisons, les zones métropolitaines, régions ou villes, deviennent des axes de relations qui se superposent aux frontières nationales. Ces nouvelles conditions génèrent d'importantes perspectives en atteignant les niveaux de compétitivité exigés au niveau international, bien que ces derniers soient sujets aux politiques économiques de leurs gouvernements nationaux (Boisier, 2005 : 2).

De même que le processus de globalisation a eu une incidence sur le renforcement des territoires dans chaque pays, dans la perspective de projeter leurs avantages concurrentiels vers l'extérieur, des "quasi-États sous-nationaux" ont été créés (Boisier, 2005 : 2). Ces quasi-États projettent des secteurs de l'intérieur d'un pays avec des règles de mise en relation propre, créant ainsi un espace unique de mise en relation globale, sans que cela n'affecte la souveraineté des États. Des espaces de production en réseau s'établissent, sans besoin d'une géographie physique continue, dans laquelle "le système restreint l'établissement de frontières et les mécanismes qui pourraient gêner les relations commerciales", étant donné que celles-ci demandent un "espace unique de commercialisation" (Boisier, 2005 : 3).

Cette forme de développement a permis l'augmentation de l'autonomie pour prendre des décisions depuis les gouvernements locaux, afin d'améliorer les bénéfices obtenus comme fruit des activités de production et/ou de prestation de services. C'est dans cette perspective que les zones métropolitaines ont créé des mécanismes de mise en relation et de participation à des *systèmes locaux, des régions urbaines ou métropolitaines et des régions transnationales*. En outre, les zones métropolitaines ont contribué à la configuration de nouveaux espaces d'intégration, marqués par un redimensionnement des relations et des accords internationaux qui servent de cadre pour ce processus.

De cette façon, les villes et les régions constituent des ponts au moyen d'accords internationaux, où les territoires et leurs relations fonctionnent sous une logique de "régionalisme ouvert" (Boisier, 2005 : 4-5), conçu en accord avec l'économie globale. Les zones métropolitaines cherchent aussi des mécanismes pour se positionner dans cette situation de transition qui pourrait même se convertir en un nouveau centralisme au niveau de l'économie internationale.

Cependant, ce nouveau rôle connu en tant que “restitution” ou “augmentation de la localisation des décisions” (Boisier, 2000), maintient des relations synergiques avec le processus d'internationalisation et ne se superpose pas, ne s'oppose pas aux domaines nationaux de décision, et n'affaiblit pas non plus les États nationaux (Moncayo, 2002 : 10). Les zones métropolitaines respectent la souveraineté de l'État national et dépendent de lui et des garanties qu'elles encouragent pour leur mise en relation internationale⁷. Ce processus implique aussi que, dans ces mêmes insertions, les États nationaux n'assument pas des conditions de désavantage pour aucun des groupes sociaux de la population impliquée.

En outre, le rayonnement international des régions et des villes a mené les gouvernements centraux à promouvoir de nouveaux espaces et dynamiques de relations intergouvernementales, dans la mesure où face à l'augmentation de la demande de mécanismes de soutien et de coopération, la définition de politiques publiques dans ce domaine est devenue nécessaire (Freres, 2008). Par exemple en Argentine, le gouvernement central a mis en place la fédéralisation de la politique extérieure, dans le but d'orchestrer la participation des provinces, des communes et des régions dans la politique extérieure, alors qu'au Brésil, un Cabinet de Conseil International a été créé, dans le but de dynamiser les relations internationales des États et des communes.

Pour les différents types de villes et de régions, cette nouvelle dynamique de mise en relation, bien qu'encore en construction, implique un éventail d'opportunités depuis diverses possibilités, dans la mesure où, en tant que centres de dynamisme et d'articulation économique, ils constituent des liens régionaux, transfrontaliers ou transnationaux.

⁷ “Dans ce domaine, durant la décennie des années quatre-vingt-dix, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay (et ultérieurement le Chili), constituent le MERCOSUR dans le but de former un espace économique... avec libre circulation des biens, des services et des facteurs de production...avec l'établissement d'un système de tarifs externes communs en coordination avec des politiques macroéconomiques et sectorielles et en harmonisation avec les législations des pays membres...”

De cette façon, les *villes* peuvent retrouver leurs caractéristiques de taille, de fonctionnalité et d'implications dans la politique territoriale, qui marquent l'intensité de leurs relations : (BID, 2004 ; Ortega, s/f).

- a. VILLES ET RÉGIONS MÉTROPOLITAINES : il s'agit de "villes portes", avec des fonctions de centralité de l'investissement, un statut de capitale, la diffusion et le lien de processus et d'intégration. Elles présentent une grande concentration d'activités économiques et des caractéristiques d'infrastructure et de services globaux de haute qualité qui permettent des relations en cascade au niveau régional, national et international.
- b. VILLES ET RÉGIONS INTERMÉDIAIRES : "villes captatrices de processus" ou "villes corridors", avec des fonctions de connexion et de communication entre les zones métropolitaines et les petites villes, ainsi que des connexions transfrontalières. Elles sont porteuses d'identités et de patrimoines forts et constituent des axes "structurés et instigateurs du développement" et une articulation avec les petites villes, raison pour laquelle elles demandent un développement des mécanismes de complémentarité et des travaux sur des réseaux qui permettent leur fonctionnalité.
- c. PETITES VILLES ET RÉGIONS : avec des fonctions d'organisation et une structuration des potentiels internes des territoires. en général, ce sont des villes qui fournissent des services au niveau territorial et généralement en connexion avec les zones rurales.

Face à ces transformations, les territoires sous-nationaux plus avancés développent leurs propres stratégies internationales, "une espèce de paradiplomatie ou de politique intermestique (intermestics) tend à assurer des ressources économiques et à forger des alliances avec d'autres régions" (Moncayo, 2002 : 10).

Dans ce scénario, la coopération décentralisée fait figure d'"instrument pour la prise de pouvoir commune, faisant de la décentralisation et de l'autonomie locale des principes universels" (Zapata, 2008).

Outre les bénéfices directs de l'entreprise de programmes communs ou l'assistance technique ou le transfert de connaissances, les villes et les régions ont vu les bénéfices du fait de faire partie des instruments et des espaces de coopération et de relations internationales, dans la mesure où elles ont servi de moyen de promotion : promotion pour l'attrait d'investissements étrangers, les destinations touristiques ou la diffusion au niveau mondial d'un modèle de ville et de politiques publiques réussies. La mise en relation entre les villes est une espèce de « benchmarking », pour apprendre des erreurs et riposter avec des bonnes pratiques.

C'est pour cela que s'est développée, aussi bien en Europe qu'en Amérique Latine, une forte institutionnalisation consacrée à la création de ponts entre les gouvernements locaux pour que ceux-ci développent des capacités et des connaissances leur permettant d'influencer les processus et les agendas, qui auparavant étaient l'exclusivité des gouvernements centraux (Zapata, 2008). De cette façon, les frontières de l'horizon du travail disparaissent et les gouvernements locaux liés par le biais des différents instruments de coopération rendent leur position effective face aux questions en vigueur sur l'agenda mondial.

4. PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT ET COMPÉTITIVITÉ

La planification territoriale pour le développement aborde les relations et les concepts relatifs aux réseaux économiques, à l'infrastructure, aux conditions environnementales et au développement territorial. Selon les besoins, l'environnement politique et les priorités de développement de chaque territoire, la planification se concentre généralement sur certains axes pour garantir une consommation et un profit approprié des villes, ainsi qu'une utilisation adéquate de leurs ressources.

Les axes de la planification du développement se centrent sur des questions telles que l'habitat, la mobilité, les services publics, les communications et l'environnement. Mais la planification et l'intervention de l'État peuvent également garantir les voies nécessaires pour accéder aux revenus et aux marchés, à l'emploi, à des standards environnementaux, à la sécurité sociale, aux assurances contre les risques naturels, au salaire minimum, ou à l'assistance technique pour augmenter la productivité (Sanyal, 2008), entre autres besoins.

L'objectif est de trouver une formule adéquate qui s'adapte à la dichotomie locale et globale en tenant compte d'une combinaison entre les questions de compétitivité économique, l'identité culturelle, la planification de l'environnement et la durabilité sociale, qui orientent la création et le fonctionnement des institutions vers un développement équilibré et durable qui puisse supporter les besoins d'infrastructure et d'innovation exigés pour le développement.

La clef de la planification pour le développement consiste à trouver les connexions entre les différentes sphères d'action d'une zone métropolitaine, par exemple la relation entre l'emploi et le transport ou entre la production et les secteurs industriels. Les nouveaux points de vue dans la planification stimulent la planification stratégique comme méthode pour agir en termes spécifiques dans le cadre de processus de décentralisation et l'exercice d'autonomie. Par le biais de cette méthode de planification, il est possible d'identifier et de former des alliances stratégiques entre les secteurs privés, publics et la société civile (Maguire, 2006).

Les alliances stratégiques sont devenues la méthode de gestion et de promotion de secteurs clefs pour le développement local, national et global. Par le biais de cette méthode, les gouvernements métropolitains parviennent à identifier les facteurs, les lieux et les groupes sociaux qui demandent un coup de pouce, une attention ou une régulation pour les renforcer et faire partie de réseaux économiques et sociaux plus grands, plus ouverts et plus concurrentiels.

Pour cette raison, la voie pour développer des zones métropolitaines concurrentielles n'est pas unique. La façon de le faire dépend de plusieurs aspects, tels que la dotation de facteurs de production, la capacité d'innovation dans des secteurs spécifiques, et le rôle joué par les gouvernements locaux. Le débat concerne le rôle des gouvernements locaux dans leur zone de juridiction (pour la rendre concurrentielle) et vers l'extérieur en dirigeant une insertion adéquate de leur ville sur les marchés mondiaux.

Les nouvelles théories de croissance économique mettent en relief les aspects micro en tant que facteurs déterminants de la croissance. D'après ces explications, l'innovation dans les processus de production et les nouveaux biens et services est le moteur qui permet à une région de produire plus et mieux (Ray, 1998 : chapitre 4). La production d'innovations est cruciale parce qu'elle génère une capacité à être en concurrence (compétitivité) à deux niveaux : le secteur économique et la zone géographique dans laquelle elle se situe.

Dans ce contexte, la base de la compétitivité d'une région ne se situe plus dans la diversité de son économie, mais dans sa capacité de spécialisation dans le contexte du marché mondial. De fait, le développement d'enclaves de production (*clusters*) est devenu le paradigme du développement et de la compétitivité locale (Todaro et Smith, 2006 : chapitre 7, Ossenbrügge, 2003). En outre, les centres urbains stimulent aussi la croissance économique et l'innovation dans leurs pays, fondamentalement comme conséquence des économies d'agglomération, par exemple la concentration de capital humain, physique et des connaissances (Cuadrado-Roura et Fernandez Güell, 2005).

De cette manière, les *clusters* sont devenus des éléments structurants de la ville-région globale et permettent l'orientation des institutions sur un vaste territoire. (Pineda, 2002). Même si des villes comme Tokyo, New York ou Paris sont caractérisées par la concentration de services modernes et les activités clefs, l'économie de l'information a mené

à la naissance de nouvelles structures urbaines et régionales comme la région de Randstad aux Pays-Bas, ou d'Emilia Romagna en Italie, qui jouent un rôle stratégique à partir de leur connexion aux réseaux de l'économie globale.

L'une des caractéristiques économiques les plus importantes des zones métropolitaines d'Amérique Latine provient des deux idées précédentes. D'une part, le développement d'enclaves de production permet une insertion spécialisée sur les marchés mondiaux ; par ailleurs, il s'agit du développement économique de leur pays. À partir de cette idée, il est possible de comprendre la conception de la ville comme noeud d'un réseau de production international, en plus d'être un centre économique national (Montoya, 2004).

La capacité de générer l'innovation selon deux axes (nouvelles formes de production et nouveaux biens et services finaux) détermine deux aspects à travers lesquels il est possible de promouvoir la compétitivité. L'innovation peut être réalisée par le biais de l'intégration verticale (entre demandeurs et producteurs d'intrants, de produits ou de services intermédiaires) et horizontale (entre des firmes productrices du même bien ou service). À partir des conditions de ces formes d'intégration, l'on peut déterminer le potentiel *technique* de compétitivité d'un secteur.

Planification du Développement et Compétitivité des zones Métropolitaines

- L'innovation est cruciale pour générer la compétitivité.
- La compétitivité globale d'une région n'est pas fondée sur sa diversité économique mais sur sa capacité de spécialisation dans le contexte mondial.

Cependant, d'autres critères doivent être pris en compte pour la détermination de secteurs compétitifs. Ces critères réunissent des aspects économiques, comme la capacité de produire des biens ou des services exportables, mais aussi d'autres facteurs additionnels, en particulier sociaux (par exemple la création d'emplois ou la réduction de la pauvreté) et environnementaux (comme par exemple le fait de limiter l'utilisation de ressources naturelles non renouvelables).

Quels facteurs sociaux ou environnementaux faut-il considérer pour déterminer les secteurs concurrentiels? Qui les définit? Il s'agit de deux questions clefs qui doivent se trouver sur l'agenda des gouvernements locaux. Les réponses doivent définir les stratégies de développement des villes dans le futur. Le problème central consiste à équilibrer les bénéfices économiques face à la durabilité sociale, politique et environnementale du développement.

En outre, il existe un point sur lequel les gouvernements locaux pourraient avoir une participation plus importante pour l'attrait d'investissements. L'évidence empirique de Rodrik *et autres* (2004)⁸ montre que la définition et le respect des droits de propriété (garanties à l'investissement) ont un effet positif sur la croissance économique. Par conséquent, au fur et à mesure que les gouvernements locaux acquièrent des capacités pour garantir les droits de propriété, ils pourraient avoir dans leurs mains un outil clef pour la promotion économique.

Lorsqu'une zone métropolitaine a défini les secteurs de son économie comme concurrentiels, elle s'oppose au défi de les promouvoir. Sur ce point, il existe une autre problématique sur le rôle direct et indirect que peut avoir le gouvernement local. D'une part, il existe un certain consensus concernant le fait que le gouvernement (local et national) doit participer directement en tant que fournisseur de biens et services publics ou autres qui génèrent des externalités positives et des effets de débordement (*spillovers*) pour les secteurs les plus dynamiques (Ray, 1998 : chapitre 4) ; il peut aussi participer indirectement en créant des instances et des canaux de communication entre les acteurs privés et entre les acteurs publics et privés. D'autre part, le secteur privé doit financer directement les activités de production parce que la rentabilité dérivée est entièrement privée. Cela implique que les gouvernements locaux ne s'engagent pas directement dans cet aspect.

Planification du Développement et Compétitivité des zones Métropolitaines

- Pour définir les secteurs les plus concurrentiels, il est nécessaire d'identifier les facteurs économiques, sociaux et environnementaux.
- Le but est d'équilibrer les bénéfices économiques face à la durabilité sociale, politique et environnementale de la promotion des secteurs.

Cependant, cette politique n'est pas nécessairement rigide, dans la mesure où les secteurs concurrentiels se définissent également à partir de critères sociaux ou environnementaux, le gouvernement local peut investir directement (ou acquérir plus de compétences) pour la promotion de ces secteurs, qui à leur tour génèreraient de la rentabilité sociale.

Le financement pour la compétitivité locale requiert une promotion internationale des villes. Dans ce sens, il est important de faire ressortir l'hétérogénéité des villes latino-américaines qui se manifeste par de multiples aspects, comme les ressources naturelles, la population ou le type de production.

⁸Ainsi que les références dans Rodrik *et autres* (2004).

Cette hétérogénéité s'implique dans les besoins pour la stimulation de la compétitivité locale ; de manière spécifique, les secteurs les plus concurrentiels ne seront pas toujours les mêmes, tout comme l'infrastructure pour les promouvoir et la rentabilité des investissements publics ou privés réalisés pour leur promotion (Escofet, 2006).

En résumé, les conditions requises pour la compétitivité d'une métropole latino-américaine de plus de 10 millions d'habitants sont différentes de celles des villes qui ne dépassent pas les 5 millions, le montant pour la financer sera aussi différent et les retours d'investissements ne seront probablement pas les mêmes. Une implication de cette caractéristique des zones métropolitaines de la région est qu'elles ne sont pas nécessairement concurrentes pour l'attrait d'investissements, parce que leurs secteurs concurrentiels et leurs conditions requises sont différents.

Cette hétérogénéité des villes latino-américaines implique deux conséquences importantes sur leur compétitivité. La première est que leur insertion sur le marché mondial se réalise comme un noeud dans un réseau de production global, par le biais de leurs secteurs les plus concurrentiels et en même temps elles sont le moteur du développement national. La seconde conséquence est que les villes de la région répondent à différentes conditions requises d'investissement. Par conséquent, ces villes ne doivent pas avoir une stratégie unique pour leur insertion sur les marchés mondiaux. Les gouvernements locaux sont chargés de choisir quels secteurs promouvoir et comment parvenir à diriger l'attrait de financement.

C'est le même cas de figure pour les territoires qui ont opté pour le modèle de ville région globale avec des stratégies économiques concurrentielles diverses et des formes variées de lien avec les efforts locaux. Pineda indique que "l'on ne peut pas dire qu'il existe une ville région globale qui respecte tous les critères du succès". Cependant, il fait l'état de sept critères qui peuvent contribuer à expliquer la domination de ces régions, pour ensuite analyser plusieurs exemples : (Pineda, 2002 : 13)

- a. Fort sens de l'identité culturelle qui stimule les communautés locales pour créer des alliances de production réussies (Barcelone, Portland).
- b. Dépassement de la fragmentation territoriale pour parvenir à la coopération (Portland, Toronto).
- c. Style de gouvernement fondé sur la communication et la coopération public-privé (Barcelone).
- d. Institutions régionales concurrentielles et gouvernements locaux avec capacité de convocation (Curitiba).

- e. Soutien à la stratégie concurrentielle régionale des gouvernements régionaux et locaux dans les secteurs environnementaux et financiers (Toronto, Curitiba).
- f. Engagement pour une stratégie de compétitivité des organisations politiques pour leur donner une continuité (Barcelone, Portland).
- g. Choisir une stratégie concurrentielle qui dirige le projet de ville région globale (zone de la Baie de San Francisco).

5. DISTRICTS MÉTROPOLITAINS ET PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION

Les zones métropolitaines tiennent un rôle important de collaboration avec les objectifs locaux, nationaux et globaux. Leur principale compétence est la gestion et la fourniture de services publics, qui deviennent des intrants fondamentaux pour garantir le bien-être de la population et le développement des capacités. Dans ce processus, il faut identifier les zones où le développement peut être développé, les lieux, les acteurs et les fonctions qu'elles peuvent (ou doivent) rendre concurrentiels pour générer un cycle durable de développement.

15 des plus grandes villes du monde se trouvent en Amérique Latine, dont les villes de Mexico, Sao Paulo, Buenos Aires, ou Rio de Janeiro, avec 45 noyaux urbains de plus d'un million d'habitants, dont certains dépassent les 5 millions comme Bogota, Lima et Santiago, et beaucoup d'autres avec presque 3 millions (Rojas, 2003). Ces villes appartiennent à des pays organisés en États fédéraux ou unitaires, dans lesquels les autonomies des niveaux sous-nationaux de gouvernement ont trouvé différentes manières de s'établir. Ces formes d'États et de gouvernements ont restructuré démocratiquement les systèmes économiques, les institutions et les mécanismes politiques pour générer une combinaison et une articulation d'acteurs.

Le facteur le plus important pour l'optimisation des gouvernements métropolitains et des processus de décentralisation est l'établissement de compétences claires et définies à chaque niveau de gouvernement et leur relation fondée sur la collaboration. Cependant, il s'agit d'un processus multidimensionnel qui vise différents objectifs économiques, sociaux, politiques et territoriaux (Rausch, 2007). La décentralisation est l'antidote à l'inefficacité du secteur public, la corruption et la répression. Mais elle a également pour objectif de mieux distribuer les ressources nationales aux régions et aux villes affectées par l'inégale distribution territoriale des ressources.

Les territoires métropolitains ont un rôle important dans le suivi des objectifs du développement du millénaire. La vision globale et des institutions financières et sociales internationales dans l'exercice des gouvernements pour les objectifs du millénaire invite au développement durable des politiques sociales, tout cela dans le cadre des compétences exclusives des gouvernements métropolitains et selon leur capacité institutionnelle.

Districts métropolitains

La vision globale et des institutions dans l'exercice des Objectifs du Millénaire invite les zones métropolitaines à l'application de politiques sociales innovatrices pour parvenir au respect de ces objectifs selon leur capacité institutionnelle et leurs compétences.

Les problèmes de développement des zones métropolitaines sont le fruit de leur évolution urbaine. Ces problèmes ont un lien direct avec la capacité d'adaptation aux changements et la capacité d'exercer un bon gouvernement en tenant compte des conditions légales requises, des principes spécifiques de gouvernement, des définitions et des voies pour la gestion. Par exemple, les gouvernements métropolitains se heurtent à des problèmes fiscaux avec des réseaux de transport public, des infrastructures, des services sociaux et des problèmes environnementaux et de durabilité qui souvent ne sont pas seulement des problèmes à l'échelle métropolitaine, ils le sont au niveau national, continental et global (Cuadrado-Roura et Güell, 2005).

De plus, ils se trouvent dans un processus constant d'adaptation à de nouveaux paradigmes de développement. Le développement visant à renforcer les capacités, les services, le territoire urbain et l'environnement produit une synergie entre acteurs de la région qui sert à assumer des relations directes locales et globales dans la recherche d'opportunités et de spécialités de production.

Ces processus apparaissent en Amérique Latine sous différents modèles de gouvernements nationaux décentralisés et déconcentrés. Ces modèles se développent en partie dans les États fédéraux et unitaires en tenant compte des facteurs endogènes de chaque zone métropolitaine, de leurs régimes politiques, de l'état spécifique de leurs institutions, des cultures politiques et sociales. Les conditions de chaque processus de décentralisation s'articulent démocratiquement pour obtenir l'autonomie nécessaire avec toujours le souci de devenir les gestionnaires de leur propre développement et de diminuer la dépendance de l'État central.

6. POSSIBILITÉ DE GOUVERNEMENT

Quand nous parlons des sociétés de la connaissance, de façon générale cela fait penser aux sciences et à la technologie, alors qu'en réalité cela concerne beaucoup plus la nouvelle politique et la nouvelle région, parce que cela traite des réseaux de villes⁹.

Joan Prats, dans le livre *Institutions et Développement*, indique que "la transition des sociétés industrielles à infoglobales, implique un réajustement des économies et des relations sociales, et en ce qui concerne ces changements, la façon traditionnelle de gouverner, fondée sur l'action du gouvernement, est insuffisante, et la société de la gouvernance émerge" (Escribano. 2004 : 40)¹⁰.

En Amérique Latine, il s'agit d'une question à explorer et à débattre. D'un point de vue politique, elle représente une menace pour les gouvernements centraux et les partis politiques traditionnels parce qu'elle contient une connotation idéologique de radicalisme de gauche (malgré le fait que le fédéralisme –qui est autre chose-, s'associe à l'idéologie conservatrice) et d'un point de vue géopolitique, elle est interprétée comme une façon de fractionner la nation unitaire, chose qui ne se passe pas ainsi –pas même dans les régimes fédéraux– parce que la souveraineté reste nationale, comme c'est le cas au Mexique.

Au sujet du gouvernement régional, nous faisons référence au fédéralisme, parce que ce n'est pas un système politique synonyme de région gouvernable ni autonome. Comme l'expose Alicia Zicardi en analysant le Mexique : "Pendant plus de 60 ans le fédéralisme mexicain a été profondément centraliste et fonctionnel avec un régime de parti quasi-unique, un régime présidentieliste" (Escribano. 2004 : 189)¹¹.

Nous ne faisons pas non plus référence à la décentralisation, pensée prédominante dans les gouvernements centralistes, qui fondent les relations gouvernementales sur les relations hiérarchiques en considérant les entités territoriales comme délégataires et

⁹ "... La gestion des interdépendances entre les gouvernements et les acteurs non gouvernementaux pour créer ou renforcer des réseaux de coopération pour la construction collective du développement humain, est le style de gouvernance propre à la société de la connaissance.", dans le livre *Stratégie régionale et gouvernance territoriale. La gestion des réseaux de villes* : 2004.

¹⁰ "...la difficile articulation du territoire national, dans le cadre de l'ordonnance territorial colombien et dans le schéma de distribution de compétences et de ressources entre la Nation et les entités territoriales, s'explique non seulement par la carence d'instances suprasectionnelles comme la région, mais aussi par le manque d'instances

sous-sectionnelles et en tout cas supra locales qui contribuent au développement de l'organisation et de l'articulation territoriale, comme les provinces et les associations de communes...", dans le livre : *des villes aux régions* : 297) ¹¹ *Villes, gouvernement et planification urbaine Mexique* par Alicia Zicardi dans le livre *Stratégie régionale et gouvernance territoriale. La gestion des réseaux de villes* : 2004

subsidiaries par le biais de la distribution de compétences et de transferts fiscaux. La société civile est invitée à la participation communautaire sans autonomie pour décider de ses priorités.

Cette vision et cette position politique, ne reconnaît pas la région en tant que réalité politique, économique et sociale, malgré le fait que depuis les années 1960 la migration vers les villes n'a pas cessé et la croissance de ces dernières a commencé à envahir les environnements ruraux avec l'absence d'une possibilité de gouvernement régional dont le processus bénéficierait aux deux parties. La ville est perçue comme un phénomène isolé de la région et l'environnement rural comme isolé de la ville. Bien évidemment, la réalité est autre, étant donné que les relations entre l'un et l'autre sont de plus en plus importantes et indispensables.

L'ignorance de cette réalité rend le débat et les décisions politiques limités à des politiques de l'État associées à un type de décentralisation, auxquelles les gouvernements territoriaux ne participent pas, et moins encore la société civile.

Suite à ces deux précisions sur le fédéralisme et la décentralisation, l'autonomie régionale continue de reconnaître la région comme un organisme doté d'une capacité d'autogestion pour :

- a) Que l'intérêt général soit le fruit de la construction collective. L'intérêt général n'est pas ce que décide le gouvernement (version traditionnelle ; gouvernement= dépositaire du vote démocratique). C'est lui qui propose des accords entre acteurs et citoyens et facilite la coopération citoyenne (Crozier : 42).
- b) Que la démocratie participative soit remplacée par la démocratie représentative. La démocratie représentative est la manière de pouvoir gérer les interdépendances de tous les acteurs et secteurs. Ainsi, les acteurs assument et connaissent les intérêts majoritaires, et ont une capacité de négociation pour transformer les conflits en accords et bénéficient de la légitimité. En outre, elle reconnaît et avalise les intérêts de toutes les villes et communes qui configurent la région.
- c) Que le leadership de la région soit celui de la nouvelle politique. Ce leadership associe la capacité de gérer les interdépendances des acteurs (privé, société civile et organismes territoriaux) à la capacité de prêter les services, comme rôle essentiel du gouvernement régional.

Le leadership politique dans la société de réseaux signifie assumer un rôle d'organisateur (exemple Bello Horizonte, Barcelone), pour s'investir dans le développement humain et la construction d'une société civile responsable et engagée.

La capacité de gestion du territoire signifie assumer des responsabilités dans le développement économique et social, mais surtout traiter des questions aussi sensibles pour le citoyen que celles qui correspondent aux opportunités d'emplois et de revenus, à l'entreprise, la sécurité citoyenne, la sécurité alimentaire, le soin et la protection de l'environnement, la santé, l'éducation et la mobilité.

En l'an 2000, dans un rapport intitulé "Au-delà de la Politique" le BID indiquait que "le développement dépend en bonne partie des institutions publiques, mais, en même temps, celles-ci se créent et se transforment dans le contexte généré par le système politique. Par conséquent, il est possible d'affirmer que le développement économique, humain et social dépend des institutions politiques qui fournissent une représentation effective et permettent le contrôle public des politiciens et des gouvernants"¹² (Escribano. 2004 : 48).

- d) Que la région fasse partie du gouvernement multiniveau. La région étant un acteur autonome, elle fait partie du système de gouvernement et en tant que telle, est en relation. Comme l'affirme J... Vignon *"il faut comprendre que nous sommes reliés les uns aux autres par une chaîne d'interdépendances, qu'il conviendrait de remplacer par une chaîne de solidarité, c'est-à-dire, par ce qui s'appellerait la subsidiarité coopérative"* (La société individualisée : 47)

Gouvernance

Le leadership politique des régions est fondé sur son rôle convocateur, sa capacité à gérer le territoire et à résoudre les défis du développement économique et social, et à comprendre qu'il existe une subsidiarité coopérative entre les différents niveaux de gouvernement.

¹² Dans l'article de Joan Prats La Stratégie des régions et la gouvernance territoriale dans le livre Stratégie régionale et gouvernance territoriale. La gestion des réseaux de villes. 2004.

7. CONCLUSIONS

Le processus de globalisation a restructuré l'ordonnance interne des États. Les attributions que les États nationaux maintenaient ont été remises en question, ce qui a provoqué un transfert de compétences vers les gouvernements locaux, par le biais de différentes formes et processus politiques dans toute l'Amérique Latine. Parmi ces attributions se trouvent de nouveaux défis fondamentaux pour l'économie des zones métropolitaines : le rôle des gouvernements locaux dans la promotion du développement économique, et, liée à ce rôle, l'insertion des zones métropolitaines dans les marchés et les relations internationales.

La majorité des gouvernements locaux d'Amérique Latine sont directement élus, mais manipulent environ 15% des budgets de l'État. Cette réalité marque le chemin que la décentralisation doit suivre dans le futur : décentralisation économique plus importante et dépendance des revenus du gouvernement central moindre. Cependant, ce chemin n'est pas nécessairement unique, parce que les processus de décentralisation dans la région ont été différents et parce que les réalités actuelles et futures sont aussi différentes.

Les villes de la région ont assumé un nouveau rôle international. Les processus de globalisation et de décentralisation ont fait pression pour que les villes d'Amérique Latine génèrent des politiques internationales propres. Les objectifs de l'assomption de ces capacités sont la recherche de marchés pour leurs produits, l'insertion de leur appareil de production dans des réseaux internationaux de production, la recherche de coopération internationale et l'attrait d'investissements.

Cependant, les villes latino-américaines ne doivent pas se faire concurrence pour attirer les investissements. En effet, leur hétérogénéité fait que les conditions requises d'investissement sont différentes. En premier lieu parce qu'elles doivent s'insérer sur le marché mondial comme un noeud dans un réseau de production global, et en même temps être le moteur du développement national ; ce double rôle dépend des secteurs concurrentiels de la zone métropolitaine et de leur poids dans l'économie nationale.

Les zones métropolitaines doivent pondérer le bénéfice économique à renforcer leurs secteurs concurrentiels avec leur durabilité sociale et environnementale. Face à ce rôle, les villes doivent définir comment identifier leurs secteurs concurrentiels et comment les renforcer, tout en considérant les aspects économiques, ainsi que la durabilité sociale et environnementale.

Les gouvernements locaux ne doivent pas seulement réclamer l'autonomie. Même si c'est un facteur déterminant pour la planification et la gestion, il leur correspond d'assumer un rôle d'appel à une identité spécifique concernant le territoire, l'aspect social, économique et même la façon de gouverner.

Un sens de gouvernement responsable qui soutient les accords et les alliances entre les citoyens, les organisations économiques et sociales, fondé sur la communication permanente et sur la coopération public-privé. Qui parie de manière engagée sur une stratégie concurrentielle propre, qui répond à ses potentialités spécifiques, c'est là l'une des voies possibles.

Les formules tout à fait convenables ne sont pas encore définies pour stimuler l'autogestion des niveaux sous-nationaux de gouvernement en coordination avec le gouvernement national ; dans ce sens, il semblerait que les caractéristiques particulières de chaque zone métropolitaine définissent la façon dont évolueront leur assomption de compétences et les processus de décentralisation. Cependant, les pays latino-américains ont démontré de grandes avancées dans ces processus, ce qui a permis d'améliorer le niveau de vie de leurs habitants.

8. BIBLIOGRAPHIE ET RÉFÉRENCES

- Beck, Ulrich. Entrevista Diario El Clarín. 11 de noviembre de 2007. URL: www.clarin.com/suplementos/zona/2007/11/11/z-04015.htm. Accedido: 10 de Agosto del 2008
- Boisier, Sergio. 2000, Conversaciones sociales y desarrollo regional, Universidad de Talca, Talca.
- _____. 2005 Globalización, integración supranacional y procesos territoriales locales: ¿hay sincronía?, *Revista CEPAL*, No 86.
- Banco Internacional de Desarrollo. 2004, Los desafíos de un continente urbano. La acción del BID en el desarrollo urbano, División de Programas Sociales, Departamento de Desarrollo Sostenible. Washington, D.C.
- Consejo Nacional de Modernización del Estado, Contrato BID 1358/OC-EC "Contrato de Consultoría para la Evaluación del Programa de Apoyo a la Descentralización" consultor: Alejandro E. Rausch, enero 2007.
- Cuervo González, Luis Mauricio. 2003, Pensar el territorio: los conceptos de ciudad-global y región en sus orígenes y evolución, *Serie Gestión Pública*, No. 40.

- Escofet, Horacio. 2006, Competitividad, gobierno y organizaciones locales, *Serie de Estudios Económicos y Sectoriales*, RE-06-011, Banco Interamericano de Desarrollo.
- Escribano de Vando, Luis. 2004. Estrategia Regional y Gobernanza Territorial. Director de la investigación. Dirección General de Administración Local. Junta de Andalucía.
- D.L. Faguet, Jean-Paul. 2000, Does decentralization Increase Responsiveness to Local Needs? Evidence from Bolivia. London School of Economics, PhD dissertation.
- Finot, Ivan. 2001, *Descentralización en América Latina: teoría y práctica*, *Serie Gestión Pública*, No. 12. Grupo Biarritz.
- 2003, América Latina: Gobernabilidad amenazada?, I Encuentro Biarritz, Santo Domingo: Fundación Global Democracia y Desarrollo y Corporación Escenarios.
- Lara, Rafael, y Acevedo, Víctor. 2006, Propuesta de un modelo de competitividad regional y local, México. Disponible en <http://www.sicbasa.com/tuto/AMECIDER2006/PARTE%201/169%20Rafael%20Lara%20Hernandez%20et%20al.pdf>
- Lefèbre, Christian. 2005, Gobernabilidad democrática de las áreas metropolitanas. Experiencias y lecciones internacionales para las ciudades latinoamericanas, *Gobernar las Metrópolis*, Pgs 195-261.
- Eduardo Rojas, Juan R. Cuadrado-Roura, José Fernández (editores), Washington DC: Banco Interamericano de Desarrollo.
- Maguire, Kath, y Frances Truscott. 2008, Active governance: The value added by community involvement in governance through local strategic partnerships. Joseph Rowntree Foundation, York: York Publishing Services Ltd.
- Mesa de Planificación Regional Bogotá-Cundinamarca, el Centro de Naciones Unidas para el desarrollo -UNCRD- y el Departamento de Asuntos Económicos y Sociales de la Secretaría de las Naciones Unidas -UNDESA-. De las Ciudades a las Regiones: Desarrollo Regional Integrado en Bogotá y Cundinamarca.
- Moncayo, Edgar. 2000, La Comunidad Andina frente a la globalización: Elementos para una respuesta concertada." En: *Desafíos*. No. 3, pp. 6-32. Bogotá, Colombia.
- _____. 2002, Nuevos Enfoques teóricos, evolución de las políticas regionales e impacto territorial de la globalización, *Serie gestión pública*, No. 27.
- Montoya, John Williams. 2004, Sistemas urbanos en América Latina: globalización y urbanización, *Cuadernos de Geografía*, No 13.
- Ortega, Margarita. s/f, Las ciudades y los sistemas urbanos. Una visión transnacional, Ministerio del Ambiente, España, en <http://www.fundicot.org/ciot%203/grupo%209/009.pdf>

- Ossenbrügge, Jürgen. 2003, Formas de globalización y del desarrollo urbano en América Latina, *América Latina, España, Portugal: Ensayos sobre letras, historia y sociedad*, Iberoamericana, No 11. Pineda, Saúl.
- 2002, Lineamientos para construir la ciudad región global de Bogotá-Cundinamarca, Documento para la Cámara de Comercio de Bogotá.. Rausch, Alejandro. 2007, Contrato de consultoría para la evaluación del programa de apoyo a la descentralización, Consejo Nacional de Modernización del Estado. Ray, Debraj. 1998, *Development Economics*, Princeton: Princeton University Press. Rivera, Rodrigo. 2001, *Hacia un nuevo federalismo en Colombia*, Bogotá: Oveja Negra.. Rojas, Eduardo. 2005, Las regiones metropolitanas de América Latina. Problemas de gobierno y desarrollo, *Gobernar las Metrópolis*, Pgs 35-59. Eduardo Rojas, Juan R. Cuadrado-Roura, José Fernández (editores), Washington DC: Banco Interamericano de Desarrollo. Sanyal, Bish. 2008, What is new in Planning?, *International Planning Studies*, Vol 13 (2), disponible en: <http://dx.doi.org/10.1080/13563470802292034>, accedido: 5 de septiembre del 2008. Sassen, Saskia. 2003, *Los espectros de la globalización*, Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica de Argentina S.A.. Smith, Stephen, y Michael Todaro. 2006, *Economic Development*, Boston: Pearson Addison-Wesley. Stoker, Gerry. 2006, El "buen gobierno" como teoría: cinco propuestas, Departamento de Administración Pública, Universidad de Glasgow. Disponible en: <http://www.grupochoarlavi.org/php/doc/documentos/2006/Doc05.pdf>, accedido: 9 de septiembre del 2008. Verdesoto Custode, Luis. 2006, ¿Quién hace qué en el territorio?: Los gobiernos intermedios y los Objetivos de Desarrollo del Milenio, Quito: AECI/CONCOPE. _____. 2008, La descentralización, las competencias subnacionales, la gestión municipal en Quito y los ODM, Naciones Unidas, Quito. Zapata, Eugéne. 2008, Dinámicas de articulación internacional a iniciativa de los gobiernos locales: panorama actual y retos a futuro. 3^a Conferencia Anual del Observatorio de la Cooperación Descentralizada Unión Europea-América Latina. Barcelona.